

Working Group VIII

Working document 14

GROUPE DE TRAVAIL VIII « DEFENSE »

Objet : Note de M. Valdo SPINI

Les membres du Groupe trouveront ci-joint une note de M. Valdo Spini, membre suppléant de la Convention.

Défense européenne

M. Valdo SPINI s'excuse avec le Commissaire Michel Barnier de son absence d'aujourd'hui, 4 novembre 2002, absence due au débat sur la Loi des finances qui vient de démarrer en Italie. Il demande à faire parvenir ces premières remarques.

Prémisse :

le thème de la défense est celui qui a été inclus le plus récemment parmi les compétences de l'Union, d'après les modalités du Traité d'Amsterdam et les prévisions du Traité de Nice (PESD-Politique européenne de sécurité et de défense). Néanmoins, il s'agit probablement d'un des thèmes cruciaux pour le développement du rôle politique de l'Europe.

A cet égard, la réalisation du « *Headline Goal* » décidé au Conseil européen d'Helsinki (déc. 1999), à savoir la création d'ici en 2003 d'une Force européenne d'intervention rapide, à même de déployer jusqu'à 15 brigades (entre 50.000 et 60.000 hommes) en 60 jours, acquiert une importance décisive. Cette force pourrait être destinée à remplir les missions dites « de Petersberg ».

En vue de sa constitution, il faut que cette force puisse se prévaloir des ressources de l'OTAN. Il faut donc se demander où nous en sommes avec la mise en œuvre des accords relatifs, et quelles entraves peuvent se présenter.

Ces dernières semaines l'OTAN a aussi décidé de se doter d'une force de réaction rapide à elle, quoique plus petite. Il y a lieu de se demander quelle est au fait la relation entre les deux forces, eu égard surtout à la circonstance qu'il s'agira probablement des mêmes unités que les Pays européens peuvent mettre à la disposition de la Force d'intervention rapide européenne.

A titre de première réponse aux questions posées :

- pas de problèmes si l'on veut débattre de la possibilité d'élargir les missions de Petersberg, afin de répondre aux menaces les plus actuelles à la sécurité. Cependant, il faut prendre garde à ne pas avaliser d'aucune façon une interprétation restrictive de cette idée, surtout en ce qui concerne la notion de « *crisis management* », à l'intérieur de laquelle on peut aussi retrouver la possibilité de spécifier ces missions.
- Il faut sans doute encourager l'acceptation des critères de convergence et d'engagement par chaque Etat membre. Cela permettrait de crédibiliser la PESD.
- Les mécanismes de coopération renforcée dans le domaine de la PESD apparaissent nécessaires, ainsi que la prédisposition de mécanismes de « *opting out* ». On peut prendre comme exemple la Mission ALBA en Albanie (1997) à laquelle certains pays comme l'Italie et la France ont participé alors que d'autres, comme l'Allemagne et la Grande Bretagne, ne l'ont pas fait. Cette mission a été, de facto, européenne (les Etats-Unis n'y ont pas participé directement), mais n'a pas pu se dérouler sous l'égide officielle de l'Union européenne.
- Pour ce qui est du rôle du Haut Représentant pour la PESC, il est à voir comment cette fonction sera structurée dans le cadre de l'architecture d'ensemble du nouveau Traité constitutionnel. En principe, il serait opportun de nommer un « adjoint » du Haut

Représentant pour la PESC, un « adjoint » qui serait spécifiquement chargé de la PESD. Dans l'hypothèse d'un élargissement du rôle du Haut Représentant pour la PESC, et d'un développement réel de la Politique européenne de la Défense, on pourrait alors recommander la nomination d'un Haut Représentant pour la PESD.

- Il faut sans doute recommander vivement la création d'une Agence européenne des armements qui pourrait absorber des institutions existant à présent, telles que l'OCCAR. Il faudrait inscrire de quelque façon cette Agence dans les protocoles annexés aux Traités.
